

**Volet B**

**Copie qui sera publiée aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**

R
M

09003391

BRUXELLES

26 -12- 2008

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 07/01/2009 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0464.799.155

Dénomination

(en entier) : **SYLVATICA IMPEX**

Forme juridique : société privée à responsabilité limitée

Siège : 1160 BRUXELLES, Avenue des Volontaires, 19

Objet de l'acte : CHANGEMENT DE DENOMINATION, MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL, MODIFICATION DE L'EXERCICE SOCIAL, AUGMENTATION DE CAPITAL, ADAPTATION DES STATUTS

D'un acte reçu par le Notaire Bernard DEGIVE à la résidence de Neupré (Neuville-en-Condroz), le 16 décembre 2008, en cours d'enregistrement.

Il résulte que :

A comparu l'associé unique, agissant en lieu et place de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société privée à responsabilité limitée « SYLVATICA IMPEX », ayant son siège social à 1160 Bruxelles, avenue des Volontaires, numéro 19.

Société constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Michel DUCHATEAU, naguère Notaire de résidence à Liège, le vingt-trois décembre mil neuf cent nonante-huit, publié par extrait aux Annexes du Moniteur Belge du huit janvier mil neuf cent nonante-neuf, sous le numéro 990108/73.

Inscrite au registre des personnes morales (Bruxelles) sous le numéro d'entreprise 0464.799.155 et immatriculée à la taxe sur la valeur ajoutée sous le numéro BE 464.799.155.

L'associé, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes.

PREMIÈRE RESOLUTION-Modification de la dénomination

L'associé unique décida d'adopter la dénomination « BUILD UP », en remplacement de la dénomination sociale actuelle.

DEUXIÈME RESOLUTION-Modification de l'objet social

L'associé unique :

-dispensa de donner lecture du rapport de la gérance exposant la justification détaillée de la modification proposée à l'objet social et sur l'état résumant la situation active et passive de la société ;

-décida de remplacer l'objet social actuel par l'objet social suivant, libellé comme suit :

« La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre ou compte de tiers ou en participation avec ceux-ci, d'offrir aux acteurs économiques, aux particuliers, aux entreprises, aux holdings, aux administrations, aux services publics, aux organismes gouvernementaux ou ministériels, aux collectivités, aux Associations Sans But Lucratif :

-des activités de prestation de services intellectuels, de gestion de portefeuilles de participations, d'exploration de nouveaux investissements, de gestion de brevets (avec définition de leurs modalités d'exploitation), de coordination fonctionnelle d'activités, de définition des processus commercial, financier et de gestion, des ressources humaines ou des partenariats, des activités d'achat, de vente et de négoce de tous produits et logiciels en rapport direct ou indirect avec l'activité des entreprises.

-des activités de conseils, d'assistance et de prestation dans les domaines de la gouvernance d'entreprise, de la finance, de l'économie, du risk management, du commerce; en matière de stratégie, de planification, d'organisation, de recherche du rendement, de contrôle, de gestion des affaires, d'administration, d'intervention dans la gestion journalière.

-des activités de préparation et rédaction d'études de marché, d'organisation et de contrôle de tout projet, entreprise ou activité (marchand ou non), d'organisation de séminaires, cours, formations et recyclages, de gestion patrimoniale, lobbying et administration de holding.

-des prestations de conseil, de création et de production des produits de communication, d'édition et d'information notamment tous documents, écrits, objets, publications, productions audiovisuelles et multimédia, sur tous supports et par tous procédés.

-des activités d'études, de formation, de coaching et d'enseignement dans les matières précitées.

-le commerce sous toutes ses formes des produits relatifs aux activités ci-dessus décrites.

La société a également pour objet :

-la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toute société ou entreprise.

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature

-la participation à la création, au développement et à la transmission de sociétés et d'entreprises industrielles, commerciales, financière ou immobilière et l'assistance à ces entreprises que ce soit par prêt, avance, garantie ou de toute autre manière.

-l'exercice de missions d'administration, de gestion, de direction, d'organisation, de communication et l'exercice de mandats ou fonctions se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

-l'activité de conseil en matière technique, financière, informatique, marketing, commerciale, administrative et de stratégie de management et de communication au sens large.

Cette liste n'étant pas limitative, la société dispose, d'une manière générale, d'une pleine capacité juridique pour accomplir, tant en Belgique qu'à l'étranger, tous les actes (et opérations) commerciaux, industriels, immobiliers, mobiliers, civils ou financiers ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social, ou qui seraient susceptibles de faciliter directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, la réalisation ou le développement de cet objet.

D'autre part, la société peut, par toutes voies de droit, prendre des participations dans toutes affaires, sociétés, associations ou entreprises existantes ou à créer, en Belgique comme à l'étranger, dont l'objet social est semblable, analogue ou connexe au sien, ou de nature à en favoriser le développement.

Elle peut enfin exercer les fonctions d'administrateur, de gérant, ou de liquidateur dans d'autres sociétés, se porter caution et donner toute sûreté personnelle ou réelle, en faveur de toute personne physique ou morale, liées ou non. ».

TROISIEME RESOLUTION-Prolongation de l'exercice social en cours

L'associé unique décida de prolonger l'exercice social en cours, jusqu'au trente juin deux mil neuf inclus. A l'avenir, l'exercice social commencera le premier juillet pour se terminer le trente juin de chaque année.

QUATRIEME RESOLUTION-Augmentation de capital

A) L'associé unique dispensa de donner lecture du rapport spécial de l'organe de gestion et du rapport de Messieurs Jean-Michel HAEGEMAN et Jean-Marie JOIRIS, réviseurs d'entreprises représentant la « S.C.P.R.L. JOIRIS, ROUSSEAU & CO », établis dans le cadre des dispositions relevantes du Code des Sociétés.

Le rapport de Messieurs HAEGEMAN et JOIRIS, prénommés, conclut dans les termes suivants :

« Conclusions.

Des vérifications effectuées dans le cadre de l'article 313 du Code des Sociétés, nous pouvons attester que

-l'opération a été contrôlée conformément aux normes édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises en matière d'apports en nature et que l'organe de gestion de la société est responsable de l'évaluation des biens apportés, ainsi que de la détermination du nombre d'actions ou de parts à émettre en contrepartie de l'apport en nature ;

-la description des apports en nature répond à des conditions normales de précision et de clarté ;

-le mode d'évaluation adopté de l'apport en nature est justifié par l'économie d'entreprise et conduit à une valeur nette d'apport (1.250.000 euros) qui correspond au moins au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie ;

-la rémunération offerte en contrepartie des apports consiste en la création de 6.720 actions sans désignation de valeur nominale attribuées à Nathalie Boulanger.

Nous croyons utile de rappeler que notre mission ne consiste pas à nous prononcer sur le caractère légitime et équitable de l'opération (...) ».

L'associé unique approuva ces rapports.

B) L'associé unique décida d'augmenter le capital social à concurrence d'un million deux cent cinquante mille euros (1.250.000,00-€), pour le porter de sept cent cinquante mille francs belges ou dix-huit mille cinq cent nonante-deux euros et un cent (18.592,01-€) à un million deux cent soixante-huit mille cinq cent nonante-deux euros et un cent (1.268.592,01-€), par la création de six mille sept cent vingt (6.720) parts sociales nouvelles, sans mention de valeur nominale, identiques aux parts sociales existantes.

L'associé unique décida que cette augmentation de capital serait réalisée par l'apport de nonante-trois (93) actions de :

la société anonyme « TONER DE PRESSE », ayant son siège social à Liège, rue Courtois, numéro 22, société constituée sous forme de société privée à responsabilité limitée aux termes d'un acte reçu par Maître Bernard RAXHON, naguère Notaire de résidence à Verviers, le trente et un août deux mil un, publié par extrait aux Annexes du Moniteur Belge du vingt-sept septembre suivant, sous le numéro 20010927-207,

dont les statuts ont été modifiés aux termes d'un acte reçu par le Notaire soussigné, alors suppléant de feu Maître Vorac HAC, Notaire à Liège, le vingt-trois mars deux mil cinq, publié aux annexes du Moniteur belge du trois mai suivant, sous le numéro 05064243,

inscrite au registre des personnes morales sous le numéro d'entreprise 0475.649.101 et immatriculée à la taxe sur la valeur ajoutée sous le numéro BE 475.649.101.

L'associé unique décida que les six mille sept cent vingt (6.720) nouvelles parts sociales seraient attribuées, entièrement libérées, à l'apporteur, en rémunération de son apport.

C) L'associé unique, en tant qu'apporteur, après avoir entendu lecture de tout ce qui précède, déclara avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la société et faire apport des biens susvisés.

En rémunération de cet apport, il lui fut attribué les six mille sept cent vingt (6.720) parts sociales nouvelles, entièrement libérées, de la présente société.

D) L'associé unique constata et requit le Notaire DEGIVE soussigné d'acter que l'augmentation de capital était intégralement souscrite, que chaque part sociale nouvelle était entièrement libérée et que le capital était ainsi effectivement porté à un million deux cent soixante-huit mille cinq cent nonante-deux euros et un cent (1.268.592,01-€), représenté par six mille huit cent vingt (6.820) parts sociales sans mention de valeur nominale.

CINQUIEME RESOLUTION-Remplacement du texte des statuts

L'associé unique décida de remplacer le texte des statuts par le texte suivant, notamment pour le mettre en conformité avec les résolutions qui précèdent, l'Euro (€) et les dispositions du Code des sociétés :

STATUTS

TITRE UN - FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE UN.

La société revêt la forme d'une société privée à responsabilité limitée.

Elle est dénommée « BUILD UP ».

La dénomination doit dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents émanant de la société, être précédée ou suivie immédiatement de la mention « Société Privée à Responsabilité Limitée » ou des initiales « SPRL » reproduites lisiblement. Elle doit, en outre, être accompagnée de l'indication précise du siège social de la société, du numéro d'entreprise, du terme « registre des personnes morales » ou de l'abréviation « RPM », suivi de l'indication du siège du tribunal dans le ressort territorial duquel la société a son siège social.

ARTICLE DEUX.

Le siège social est établi à 1160 Bruxelles, avenue des Volontaires, numéro 19.

Il peut être transféré en tout endroit de la Région de langue française de Belgique ou de la Région de Bruxelles-Capitale, par simple décision de la gérance à publier aux annexes au Moniteur belge.

La société peut établir, par simple décision de la gérance, des sièges administratifs, sièges d'exploitation, succursales, dépôts, représentation ou agences, en Belgique ou à l'étranger.

ARTICLE TROIS.

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre ou compte de tiers ou en participation avec ceux-ci, d'offrir aux acteurs économiques, aux particuliers, aux entreprises, aux holdings, aux administrations, aux services publics, aux organismes gouvernementaux ou ministériels, aux collectivités, aux Associations Sans But Lucratif :

- des activités de prestation de services intellectuels, de gestion de portefeuilles de participations, d'exploration de nouveaux investissements, de gestion de brevets (avec définition de leurs modalités d'exploitation), de coordination fonctionnelle d'activités, de définition des processus commercial, financier et de gestion, des ressources humaines ou des partenariats, des activités d'achat, de vente et de négoce de tous produits et logiciels en rapport direct ou indirect avec l'activité des entreprises.

- des activités de conseils, d'assistance et de prestation dans les domaines de la gouvernance d'entreprise, de la finance, de l'économie, du risk management, du commerce; en matière de stratégie, de planification, d'organisation, de recherche du rendement, de contrôle, de gestion des affaires, d'administration, d'intervention dans la gestion journalière.

- des activités de préparation et rédaction d'études de marché, d'organisation et de contrôle de tout projet, entreprise ou activité (marchand ou non), d'organisation de séminaires, cours, formations et recyclages, de gestion patrimoniale, lobbying et administration de holding.

- des prestations de conseil, de création et de production des produits de communication, d'édition et d'information notamment tous documents, écrits, objets, publications, productions audiovisuelles et multimédia, sur tous supports et par tous procédés.

- des activités d'études, de formation, de coaching et d'enseignement dans les matières précitées.

- le commerce sous toutes ses formes des produits relatifs aux activités ci-dessus décrites.

La société a également pour objet :

- la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toute société ou entreprise.

- la participation à la création, au développement et à la transmission de sociétés et d'entreprises industrielles, commerciales, financière ou immobilière et l'assistance à ces entreprises que ce soit par prêt, avance, garantie ou de toute autre manière.

- l'exercice de missions d'administration, de gestion, de direction, d'organisation, de communication et l'exercice de mandats ou fonctions se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

- l'activité de conseil en matière technique, financière, informatique, marketing, commerciale, administrative et de stratégie de management et de communication au sens large.

Cette liste n'étant pas limitative, la société dispose, d'une manière générale, d'une pleine capacité juridique pour accomplir, tant en Belgique qu'à l'étranger, tous les actes (et opérations) commerciaux, industriels, immobiliers, mobiliers, civils ou financiers ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social, ou qui seraient susceptibles de faciliter directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, la réalisation ou le développement de cet objet.

D'autre part, la société peut, par toutes voies de droit, prendre des participations dans toutes affaires, sociétés, associations ou entreprises existantes ou à créer, en Belgique comme à l'étranger, dont l'objet social est semblable, analogue ou connexe au sien, ou de nature à en favoriser le développement.

Elle peut enfin exercer les fonctions d'administrateur, de gérant, ou de liquidateur dans d'autres sociétés, se porter caution et donner toute sûreté personnelle ou réelle, en faveur de toute personne physique ou morale, liées ou non.

ARTICLE QUATRE.

La société est constituée pour une durée illimitée.

Sans préjudice à la dissolution judiciaire, elle peut-être dissoute par décision de l'assemblée générale, prise comme en matière de modifications des statuts.

TITRE DEUX – CAPITAL - QUASI APPORT - PARTS SOCIALES

ARTICLE CINQ.

Le capital social est fixé à un million deux cent soixante-huit mille cinq cent nonante-deux euros et un cent (1.268.592,01-€), représenté par six mille huit cent vingt (6.820) parts sociales, sans désignation de valeur nominale.

ARTICLE SIX.

Toute augmentation de capital a lieu dans les formes et selon les prescriptions reprises ci après.

A l'occasion de toute augmentation de capital, la gérance fixe le taux et les conditions d'émission des parts sociales nouvelles, à moins que l'assemblée n'en décide elle même.

Lors de toute augmentation de capital, les nouvelles parts sociales à souscrire en espèces doivent être offertes aux associés, proportionnellement à la part de capital que représentent leurs parts.

Toute réduction de capital ne pourra avoir lieu que dans les cas et suivant les formes prescrites par la loi.

Toute réduction de capital ayant pour effet de porter le capital de la société en dessous du capital minimum légal, ne sortira ses effets qu'à partir du moment où interviendra une décision d'augmentation de capital portant ce capital à un niveau égal au capital minimum légal.

ARTICLE SEPT.

Tous les appels de fonds sur les parts non intégralement libérées sont décidés souverainement par la gérance qui déterminera au fur et à mesure des besoins de la société, et aux époques qu'elle jugera utiles, les versements ultérieurs à effectuer sur les parts souscrites en numéraire.

L'exercice des droits afférents aux parts sur lesquelles les versements requis n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

ARTICLE HUIT.

Chaque part sociale confère un droit égal dans la répartition des bénéfices et des produits de la liquidation.

Les parts sociales sont nominatives. Elles ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Les parts sociales sont indivisibles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale ou si la propriété d'une part sociale est démembrée entre un nu propriétaire et un usufruitier, la gérance a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme étant propriétaire de cette part, à l'égard de la société.

ARTICLE NEUF.

Il est tenu, au siège, un registre des parts qui contient les mentions reprises à l'article 233 du Code des sociétés.

Tout associé ou tiers intéressé peut en prendre connaissance ; les certificats d'inscription audit registre, signés par un gérant, sont délivrés à chaque associé.

Les transferts ou transmissions de parts sont inscrits dans le registre des parts à leur date ; ces inscriptions sont signées par le cédant et le cessionnaire dans le cas de cession entre vifs, par un gérant et les bénéficiaires dans le cas de transmission à cause de mort.

Les transferts de parts n'ont d'effet, vis-à-vis de la société et des tiers, qu'à dater de leur inscription dans ledit registre.

ARTICLE DIX.

Aucun associé ne pourra céder ses droits entre vifs, à titre gratuit ou onéreux, ou les transmettre à cause de mort à une personne autre qu'un associé, qu'avec le consentement des trois quarts au moins des associés possédant les trois quarts au moins du capital, déduction faite des droits dont la cession est proposée.

Les héritiers de l'associé décédé ne deviendront associés au décès de leur auteur, qu'à condition de se conformer aux dispositions de l'article quatorze des statuts.

Les règles applicables en cas de cession entre vifs s'appliquent en cas de cession par ou en faveur d'une personne morale.

ARTICLE ONZE.

Lorsqu'une cession nécessitera, pour être valide, l'agrément des associés, ainsi qu'il est prévu ci dessus, elle se requerra suivant la procédure suivante :

a) au cas où la société ne comporte qu'un seul associé, celui-ci peut décider librement de la cession de tout ou partie de ses parts, moyennant le cas échéant le respect des règles de son régime matrimonial.

b) au cas où la société ne comprendrait que deux membres et à défaut d'accord différent entre les associés, celui d'entre eux qui désire céder une ou plusieurs parts sociales devra informer son coassocié de son projet de cession, par lettre recommandée, en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du ou des cessionnaires proposés, le nombre de parts sociales dont la cession est proposée, ainsi que le prix offert.

Dans la quinzaine de la date de la lettre du cédant éventuel, l'autre associé devra adresser à celui ci une lettre recommandée faisant connaître sa décision. Il n'est pas tenu de la motiver. Faute pour lui d'avoir adressé sa réponse dans les formes et délais ci dessus, sa décision sera considérée comme affirmative.

c) au cas où la société est composée de plus de deux membres, et à défaut d'accord contraire entre tous les associés, il sera procédé comme suit.

L'associé qui veut céder une ou plusieurs parts sociales doit aviser la société, par lettre recommandée, de son projet de cession, en fournissant sur la cession proposée les indications de détail prévues ci dessus.

Dans les huit jours de cet avis, la gérance doit informer, par lettre recommandée, chaque associé du projet de cession en lui indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du ou des cessionnaires proposés, le nombre de parts dont la cession est projetée, ainsi que le prix offert pour chaque part sociale, et en demandant à chaque associé s'il autorise la cession au(x) cessionnaire(s) proposé(s) par le cédant éventuel.

Dans la quinzaine de cet avis, chaque associé doit adresser, à la gérance, une lettre recommandée faisant connaître sa décision. Il n'est pas tenu de la motiver. Faute pour lui d'avoir adressé sa réponse dans les formes et délais ci dessus, sa décision sera considérée comme affirmative.

La gérance doit notifier, au cédant éventuel, le résultat de la consultation des associés, par lettre recommandée, dans les trois jours de l'expiration du délai donné aux associés pour faire connaître leur décision.

Les dispositions qui précèdent sont applicables dans tous les cas de cession de parts sociales entre vifs, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, alors même que la cession aurait lieu en vertu d'une décision de justice ou par voie d'adjudication aux enchères. L'avis de cession, point de départ des délais, peut être donné, en ce dernier cas, soit par le cédant, soit par l'adjudicataire.

ARTICLE DOUZE.

Au cas où une cession entre vifs de parts sociales ne serait pas agréée, les intéressés auront recours au tribunal de commerce du siège de la société, par voie de référé, les opposants dûment assignés.

Si le refus d'agrément est jugé arbitraire par le tribunal, les opposants ont trois mois à dater de l'ordonnance pour trouver acheteur aux prix et conditions à convenir entre les intéressés ou à défaut d'accord, à fixer par un expert comptable ou un réviseur d'entreprises désigné par le tribunal à la requête de la partie la plus diligente, l'autre étant régulièrement assignée.

Si le rachat n'a pas été effectué dans le délai de trois mois prévu ci dessus, le cédant pourra exiger la dissolution de la société, mais il devra exercer ce droit dans les quarante jours qui suivent l'expiration du délai de trois mois.

ARTICLE TREIZE.

En cas de décès de l'associé unique, les droits afférents aux parts sont exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession, jusqu'au partage desdites parts ou jusqu'à la délivrance des legs portant sur celles-ci.

En cas de pluralité d'associés et au décès de l'un d'eux, les héritiers et légataires de l'associé décédé, seront tenus dans le plus bref délai, de faire connaître à l'autre associé (ou si la société compte plus de deux associés, à la gérance), leurs nom, prénoms, profession et domicile, de justifier de leurs qualités héréditaires en produisant des actes réguliers établissant ces qualités à titre universel ou particulier, et de désigner éventuellement celui d'entre eux qui remplira les fonctions de mandataire commun.

Jusqu'à ce qu'ils aient produit cette justification, les ayants cause du défunt ne pourront exercer aucun des droits appartenant à ce dernier vis à vis des associés survivants de la société ; celle ci suspendra notamment le paiement des dividendes revenant aux parts du défunt et des intérêts des créances de ce dernier sur la société.

Les héritiers et représentants qui ne deviendraient pas de plein droit associés aux termes des présents statuts, sont tenus de solliciter l'agrément des coassociés du défunt, par lettre recommandée adressée à la gérance. Dans les huit jours, celle ci en avise l'ensemble des associés.

Dans la quinzaine de cet avis, chaque associé doit adresser, à la gérance, une lettre recommandée faisant connaître sa décision. Il n'est pas tenu de la motiver. Faute pour lui d'avoir adressé sa réponse dans les formes et délais ci dessus, sa décision sera considérée comme affirmative.

La gérance doit notifier à l'héritier le résultat de la consultation des associés par lettre recommandée, dans les trois jours de l'expiration du délai donné aux associés pour faire connaître leur décision.

ARTICLE QUATORZE.

Les héritiers et légataires de parts qui ne peuvent devenir associés ont droit à la valeur des parts transmises. Ils peuvent en demander le rachat par lettre recommandée à la poste, adressée à la gérance de la société et dont copie recommandée sera aussitôt transmise par la gérance aux autres associés.

A défaut d'accord entre les parties, les conditions de rachat seront déterminées de la manière indiquée à l'article seize ci dessous.

Les parts achetées seront incessibles jusqu'à entier paiement du prix.

Si le rachat n'a pas été effectué endéans les trois mois, les héritiers ou légataires seront en droit d'exiger la dissolution de la société.

ARTICLE QUINZE.

La valeur des parts sociales transmises à cause de mort sera, à défaut d'accord entre les parties, déterminée comme prévu à l'article treize.

TITRE III. GERANCE - SURVEILLANCE

ARTICLE SEIZE.

Si la société ne comporte qu'un seul associé, elle est administrée soit par l'associé unique, soit par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, rémunéré(s) ou non.

En cas de pluralité d'associés, la société est administrée par un ou plusieurs mandataires, personnes physiques, associés ou non, rémunéré(s) ou non.

La durée des fonctions de gérant statutaire n'est pas limitée. La durée des fonctions du gérant non statutaire est fixée par l'assemblée générale qui le nomme. A défaut, il est nommé à durée indéterminée.

En cas de décès, démission ou révocation d'un gérant, il sera pourvu à son remplacement par l'assemblée générale des associés statuant à la majorité absolue des voix.

ARTICLE DIX-SEPT.

Dans la mesure où le gérant est unique, il pourra accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la société, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Le gérant représente la société dans tous les actes ou intervient un officier public de même que dans toutes les actions en justice, que ce soit en demandant ou en défendant.

La société est liée par les actes accomplis par le gérant, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, sans que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le gérant peut, dans ses rapports avec les tiers, se faire représenter sous sa responsabilité par des mandataires de son choix.

Dans la mesure où il y a pluralité de gérants, ils pourront accomplir seuls tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la société, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale et sous réserve des opérations de financement, de crédit, d'achat ou commande supérieure à cinq mille euros qui requièrent la signature de deux d'entre eux. De même toute action en justice (que ce soit en demandant ou en défendant) devra recevoir l'approbation de deux gérants.

ARTICLE DIX-HUIT.

Il peut être alloué au gérant des émoluments fixes ou proportionnels imputables sur les frais généraux, ainsi que des tantièmes sur les bénéfices nets de la société. Les rémunérations sont fixées par les associés réunis en assemblée générale.

ARTICLE DIX-NEUF.

Aussi longtemps que la société se trouve dans les conditions dérogatoires légales lui permettant de ne pas devoir nommer de commissaire, elle ne sera pas tenue de le faire. Dans ce cas, chaque associé a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle des commissaires et il pourra se faire représenter par un expert comptable, conformément à la loi.

ARTICLE VINGT.

Il est tenu chaque année, au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations, une assemblée générale ordinaire le premier mardi du mois de décembre, à dix-huit heures. Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale peut, en outre, être convoquée de la manière prévue par la loi, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Lorsque la société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale ; il ne peut les déléguer.

Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, sont consignées dans un registre tenu au siège social.

ARTICLE VINGT ET UN.

Les assemblées générales sont convoquées par les gérants ou l'un d'eux. Les convocations se font par lettre recommandée adressée aux associés au moins quinze jours avant l'assemblée. Les convocations ne sont pas nécessaires lorsque tous les associés consentent à se réunir.

Les associés peuvent se faire représenter par un mandataire agréé par les autres associés présents à l'assemblée générale.

ARTICLE VINGT-DEUX.

Toute assemblée est présidée par le gérant le plus âgé. Le président désigne le secrétaire.

Chaque associé peut voter par lui-même ou émettre son vote par écrit.

Chaque part sociale ne confère qu'une seule voix.

TITRE IV. EXERCICE SOCIAL – BENEFICES

ARTICLE VINGT-TROIS.

L'année sociale commence le premier juillet et finit le trente juin de chaque année.

ARTICLE VINGT-QUATRE.

L'excédent favorable du bilan déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements, résultant du bilan approuvé, forme le bénéfice annuel net.

Sur ce bénéfice, il sera tout d'abord prélevé au moins cinq pour cent, pour être affecté à la constitution du fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve aura atteint le dixième du capital social.

Le solde restant reçoit l'affectation que lui donne l'assemblée générale statuant à la majorité des voix sur proposition du gérant.

TITRE V. DISSOLUTION

ARTICLE VINGT-CINQ

Si l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social, le gérant convoquera une assemblée générale qui devra être tenue dans un délai de deux mois à dater de la constatation de la perte aux fins de délibérer, le cas échéant, dans les formes prescrites pour la modification aux statuts, sur la dissolution éventuelle de la société ou sur d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour.

Le gérant justifiera ses propositions dans un rapport spécial tenu à la disposition des associés, conformément à la loi.

Si l'actif net est réduit à un montant inférieur à un quart du capital social, la dissolution peut être prononcée par un quart des voix émises à l'assemblée.

Si l'actif net est réduit à un montant inférieur au capital minimum légal, tout intéressé peut demander la dissolution de la société au Tribunal qui peut accorder un délai, en vue de régulariser la situation.

ARTICLE VINGT-SIX.

La réunion de tous les titres entre les mains d'un seul associé n'entraîne ni la dissolution de plein droit, ni la dissolution judiciaire de la société.

Volet B - Suite

ARTICLE VINGT-SEPT.

En cas de dissolution de la société pour quelque cause que ce soit et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opérera, en cas de pluralité de gérants, par les soins du gérant le plus âgé agissant en qualité de liquidateur, à moins qu'un ou plusieurs autres liquidateurs aient été nommés par l'assemblée générale qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus prévus par le code des lois des sociétés commerciales.

ARTICLE VINGT-HUIT.

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, l'actif net sert d'abord à rembourser en espèces, le montant libéré des parts sociales.

Si toutes les parts ne sont pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, rétablissent l'équilibre en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des parts insuffisamment libérées, soit par des remboursements préalables en espèces, au profit des parts libérées dans une proportion supérieure.

Le solde sera également réparti entre toutes les parts.

TITRE VI. DIVERS

ARTICLE VINGT-NEUF.

En aucun cas et pour quelque cause que ce soit, il ne pourra être requis d'apposition de scellés sur l'actif de la société, soit à la requête des associés, soit à la requête de leurs créanciers ou ayants droit.

ARTICLE TRENTE.

Tous les associés, gérants et le cas échéant, commissaires réviseurs font élection de domicile, pour l'exécution des présentes, au siège de la société.

ARTICLE TRENTE ET UN.

Toutes dispositions des statuts qui seraient contraires aux dispositions impératives du Code des sociétés seront censées non écrites.

Toutes les dispositions de ce Code non contraires aux présents statuts et qui ne sont pas reprises aux présentes y seront réputées inscrites de plein droit.

POUR EXTRAIT CONFORME

Sont déposés, en même temps, les documents suivants :

- l'expédition de l'acte
- les statuts coordonnés
- les formulaires ad hoc, en autant d'exemplaires que souhaité
- copie de ces formulaires
- le rapport des réviseurs, susvanté
- le rapport spécial de l'organe de gestion, susvanté
- le rapport de gérance avec l'état résumant la situation active et passive de la société, susvantés

Bernard DEGIVE, Notaire